

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ
DES
AMIS DE VIENNE

Société fondée en 1904



N° 80 . 1985 . Fasc. 3

SOMMAIRE

- Marques et cachets d'oblitération postale à Vienne, par Paul DEFOUR.
- Les Juifs à Vienne (*suite*), par Roger DUFROID.
- La vente des biens du clergé viennois, par Michel GUIRONNET.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES AMIS DE VIENNE

REVUE TRIMESTRIELLE

publiée par la SOCIÉTÉ DES AMIS DE VIENNE

pour « *répandre la connaissance de l'histoire de la Ville et des antiquités viennoises* » (article premier des statuts).

Pour 1985

Le numéro	25,00 F
Abonnement annuel normal	80,00 F
Abonnement de soutien	120,00 F
Retraités et étudiants	55,00 F

Avis important : Les abonnements commencent avec le premier numéro de chaque année. Les numéros déjà sortis de presse dans l'année au moment du règlement d'un abonnement nouveau seront remis ou envoyés au nouvel abonné.

Correspondance : Secrétaire des Amis de Vienne, Bureau du Tourisme, Syndicat d'Initiative, Cours Brillier, 38200 Vienne.
C.C.P. Amis de Vienne - LYON 185-71 J.

Le Comité de rédaction laisse aux auteurs des articles l'entière responsabilité des opinions émises.

ATTENTION !

tous les abonnements commencent
au 1^{er} janvier

Certains de nos adhérents abonnés n'ont pas encore payé
leur cotisation à ce jour. L'équilibre de notre Association
sur laquelle ne pas payer sa cotisation à l'heure c'est
mettre en péril notre action, c'est remettre en question
l'existence du bulletin.

Aussi il est nécessaire que les retardataires paient leur
cotisation le plus vite possible.

MERCI

PICHE D'ABONNEMENT AU BULLETIN DES « AMIS DE VIENNE » POUR L'ANNEE 1989

NOM : _____ Prénoms : _____

Adresse postale (pour l'envoi du bulletin par poste) : _____

TARIF ABONNEMENT

Adhésion ordinaire	40 F
Adhésion réduite	20 F
Enfants	10 F

A rembourser accompagné du règlement par
chèque bancaire ou par C.C.P. LYON 18371

A l'adresse suivante :
« Amis de Vienne » - Syndicat d'Initiative - Cours Beillevue - 59200 Vieux

Programme de nos manifestations au verso

SOMMAIRE

- Marques et cachets d'administration postale à Vienne, par Paul Fournier.
- Les Juifs à Vienne (suite), par Roger Dornon.
- La vente des biens du clergé viennois, par Michel Gauthier.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES AMIS DE VIENNE

REVUE TRIMESTRIELLE

publiée par la Société des Amis de Vienne

pour « répandre la connaissance de l'histoire de la Ville
et des antiquités viennoises » (article premier des statuts).

Pour 1985

Le numéro	2500 F
Abonnement annuel (avant)	8000 F
Abonnement de soutien	12000 F
Retraité et étudiant	5500 F

Autre règlement : Les abonnements sont réglés avec le premier numéro de chaque année. Les numéros d'été sont de plus en plus dans l'année qui précède du règlement. Les abonnements nouveaux seront réglés au rythme de 1985.

Correspondance : Secrétaire des Amis de Vienne, Société des Amis de Vienne, Syndicat d'Initiatives, 100 rue de la République, 69001 Lyon, C.C.P. Amis de Vienne / LYON 1985 1.

*Le Comité de rédaction traite les questions des abonnés
Par lettre recommandée, des courriers directs.*

ATTENTION !

**tous les abonnements commencent
au 1^{er} janvier**

Certains de nos adhérents-abonnés n'ont pas encore payé leur cotisation à ce jour. L'équilibre de notre Association est précaire : ne pas payer sa cotisation à l'heure c'est mettre en péril notre action, c'est remettre en question l'existence du bulletin.

Aussi il est nécessaire que les retardataires paient leur cotisation le plus vite possible.

MERCI.

**FICHE D'ABONNEMENT AU BULLETIN DES « AMIS DE VIENNE »
POUR L'ANNEE 1985**

NOM : Prénoms :

Adresse exacte (pour l'envoi du bulletin par poste) :

.....

.....

TARIF ABONNEMENT :

Abonnement de soutien	120 F
Abonnement normal	80 F
Etudiants - Retraités	55 F

A retourner accompagné du règlement par :

chèque bancaire ou par C.C.P. LYON 185-71 J

à l'adresse suivante :

« AMIS DE VIENNE » - Syndicat d'Initiative - Cours Brillier - 38200 VIENNE

Programme de nos manifestations au verso

NOS ACTIVITÉS

SAMEDI 12 OCTOBRE :

Visite guidée de Saint-Geoirs-en-Valdaine : l'église, l'hôtel de ville et le château de Longpra.

JEUDI 28 NOVEMBRE, à 17 h 30 :

A l'Office du Tourisme, causerie de Marcel PAILLARET :
« Quelques réflexions sur la topographie viennoise ».

JEUDI 12 DECEMBRE, à 17 heures :

Au Musée des Beaux-Arts, place de Miramont, visite commentée de l'exposition de la restauration des objets antiques de l'Atelier de Vienne.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ
DES
AMIS DE VIENNE

Société fondée en 1904



N° 80 . 1985 . Fasc. 3

MARQUES ET CACHETS D'OBLITÉRATION POSTALE A VIENNE

Des origines à la fin du XIX^e siècle

par

Paul DEFOUR

A l'occasion de l'émission d'un timbre-poste sur Vienne, le 19 janvier 1985, une très importante exposition philatélique a eu lieu, centrée sur les oblitérations postales à Vienne.

Nous avons jugé bon de demander à l'un des exposants, philatéliste averti, M. Paul Defour, une étude sur ces cachets postaux.

N.D.L.R.

De tout temps, l'homme s'est déplacé. Il a voyagé et a toujours essayé de maintenir des liens avec ceux qu'il avait quittés. Il a utilisé tous les contacts qui se présentaient à lui : nomades, caravanes, pèlerins, tout était bon pour transmettre oralement saluts et souvenirs. Puis les messages ont été tracés sur des feuilles ou écorces, puis sur du papier. Ils étaient alors confiés à des messagers qui les portaient, contre rétribution, à pied ou à cheval, à leurs lointains destinataires. Ces messages annonçaient souvent des guerres, des victoires, des défaites, des épidémies, des fléaux. Ils devaient arriver rapidement. Or le messager avait bien souvent mille raisons de flâner en route. Les gouvernants, les villes, les personnages importants décidèrent alors d'instituer et d'organiser de véritables services responsables. Si, pour la ville même ou la proche banlieue, les gens fortunés envoyaient un serviteur qui allait porter les missives avec comme adresse un simple « chez lui » (*cliché 1*), la « poste » devint rapidement un service public, afin que tout le monde, et pas seulement la riche dame ou le puissant seigneur,

puisse correspondre. Les premiers bureaux de poste n'étaient alors que de simples échoppes avec un écrivain public pas loin, car peu de gens savaient écrire.

I. — Les débuts de l'organisation postale

Mais ce n'est qu'avec Louvois, surintendant général des postes, que l'on peut parler d'organisation postale avec ses règlements et un premier tarif de taxes valable pour toute la France. La lettre n'était alors qu'une simple feuille de papier rudimentaire pliée à la main, quelquefois fermée par un cachet de cire. La correspondance était écrite sur la face intérieure, et l'adresse du destinataire sur la face extérieure. Un simple système de pliage fermait la lettre.

C'est en février 1675 que fut ouvert à Vienne un bureau de poste de direction. Ces bureaux étaient implantés sur les grands axes routiers où les diligences de la Poste aux chevaux assuraient, relais après relais, un service régulier. Le paiement de la taxe s'opérait de deux façons : soit au départ, la lettre étant affranchie par l'expéditeur, c'est le port payé ; soit à l'arrivée, la lettre était taxée et payée par le destinataire, c'est le port dû. Ce dernier était de loin le plus utilisé, l'affranchissement préalable constituant une offense pour le destinataire, qui était ainsi supposé ne pas pouvoir payer le port de la lettre. Les premières marques de port dû sont manuscrites : le nom du bureau d'origine est inscrit de la main même du facteur.

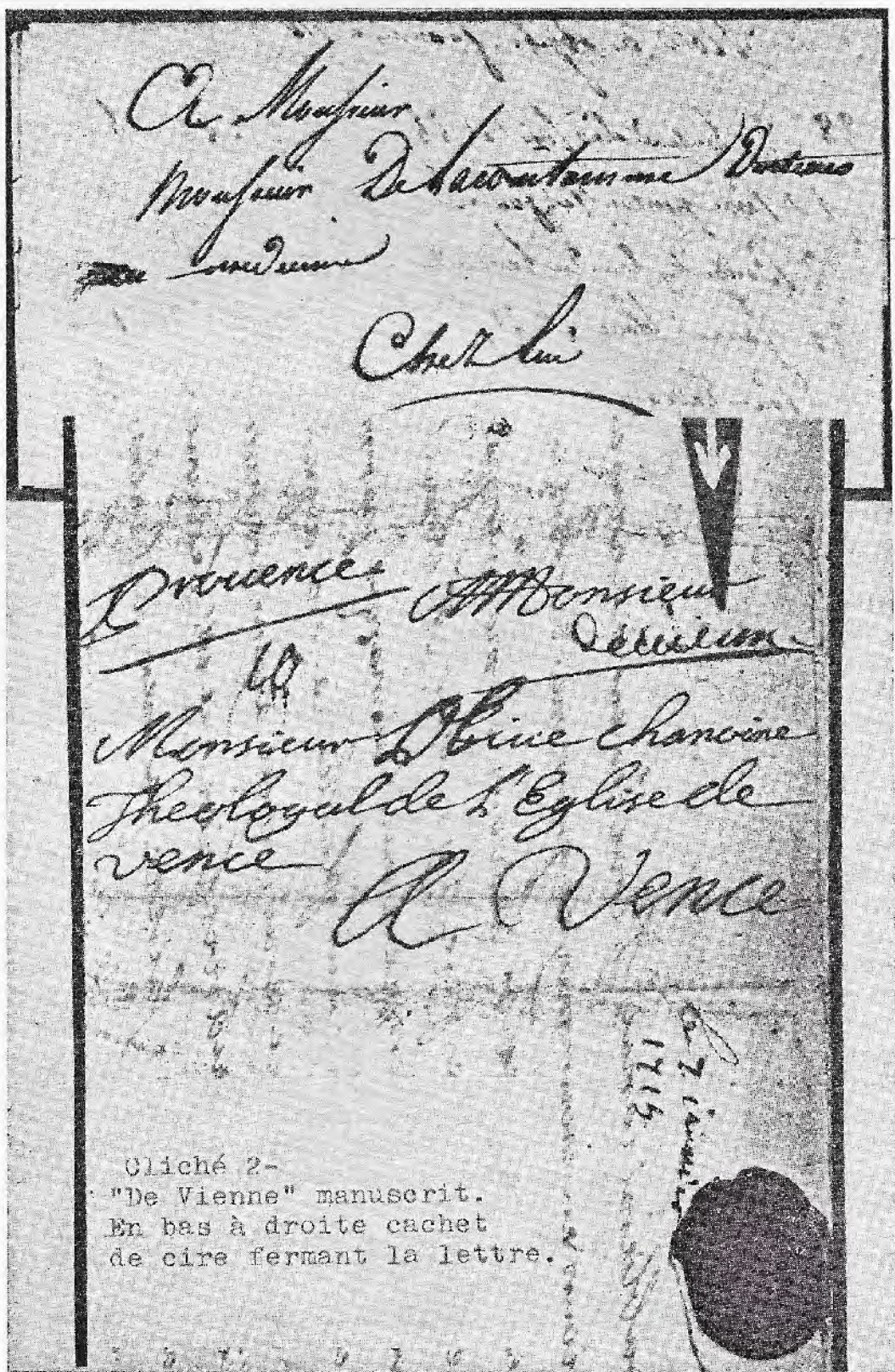
II. — Les marques postales manuscrites

La première marque postale connue de Vienne date de 1691. Il s'agit de l'inscription manuscrite « de Vienne », le « de » signifiant « au départ de Vienne » (*cliché 2*). La somme à percevoir est indiquée par le bureau expéditeur, et cette somme est variable selon la distance que la lettre aura à parcourir. Les lettres taxées l'étaient au moyen de chiffres manuscrits. La taxe était tracée à la plume. Ces chiffres devaient être, selon le règlement, « tracés par les employés avec dextérité d'après un modèle arrêté où les angles sont à éviter ».

III. — Les marques postales imprimées

En 1699, une première marque écrite linéairement et à l'encre huilée, « de Vienne », un gros tampon de 45 mm, apparaîtrait dans notre ville. Mais ce tampon, trop gros, est difficile à manier pour marquer correctement les missives ; aussi un autre,

Cl. 1. — Un simple « chez lui » suffit.



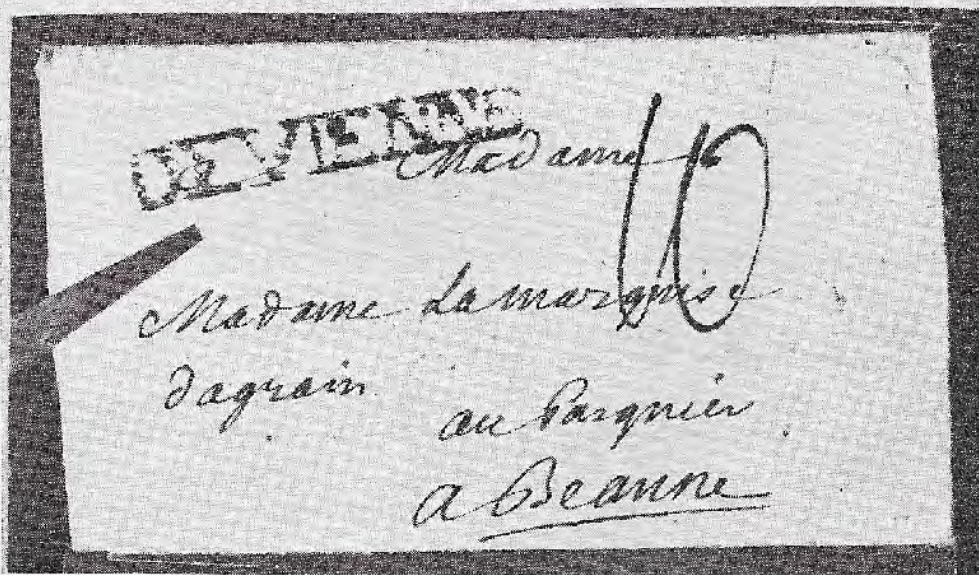
Cl. 2. — « DE VIENNE ».

plus petit, qui ne fait que 23 mm, apparaîtrait-il en 1715. Sans doute (?) pour réduire au maximum ce nouveau modèle, le « de » est supprimé et, plus surprenant, Vienne est écrit avec un seul « n ». Ce tampon « Viene » est rare. Peut-être à cause de sa petite taille, qui elle non plus ne convenait guère, peut-être à cause de la faute d'orthographe, il est remplacé par un « de Vienne » de 38 mm (*cliché 3*), puis à nouveau réduit à 33 mm, il redevient plus important avec un 42 mm (*cliché 4*), suivi toujours par un « de Vienne » mais de 41 mm. Il est à remarquer qu'alors les tampons étaient aux frais du facteur, et aussi conçus à ses goûts. Parce qu'usé, ou à cause d'un changement de facteur, il était changé, aussi voyons-nous tous ces cachets différents. En 1781, le « de » est définitivement supprimé et un tampon « Vienne » de 37 mm apparaît (*cliché 5*).

Le 4 mars 1790, l'Assemblée Nationale Constituante vote la suppression des provinces et la division de la France en départements. Du point de vue postal, l'uniformisation de tous les cachets postaux ne sera réalisée qu'en novembre 1791. Ce n'est pratiquement qu'à partir du 1^{er} janvier 1792 qu'on rencontre des lettres avec un cachet postal à numéro. La France est en effet divisée en 83 départements numérotés de 1 à 83 suivant l'ordre alphabétique : l'Isère a le numéro 37. Tous les cachets sont linéaires avec le nom du bureau de poste de départ de la lettre, surmonté du numéro du département. Ce n'est qu'en 1793 qu'un tampon de 27 mm « 37 Vienne » apparaît (*cliché 6*). Cinq autres tampons du même texte, mais de grandeurs différentes, apparaîtront jusqu'à l'apparition du cachet à date.

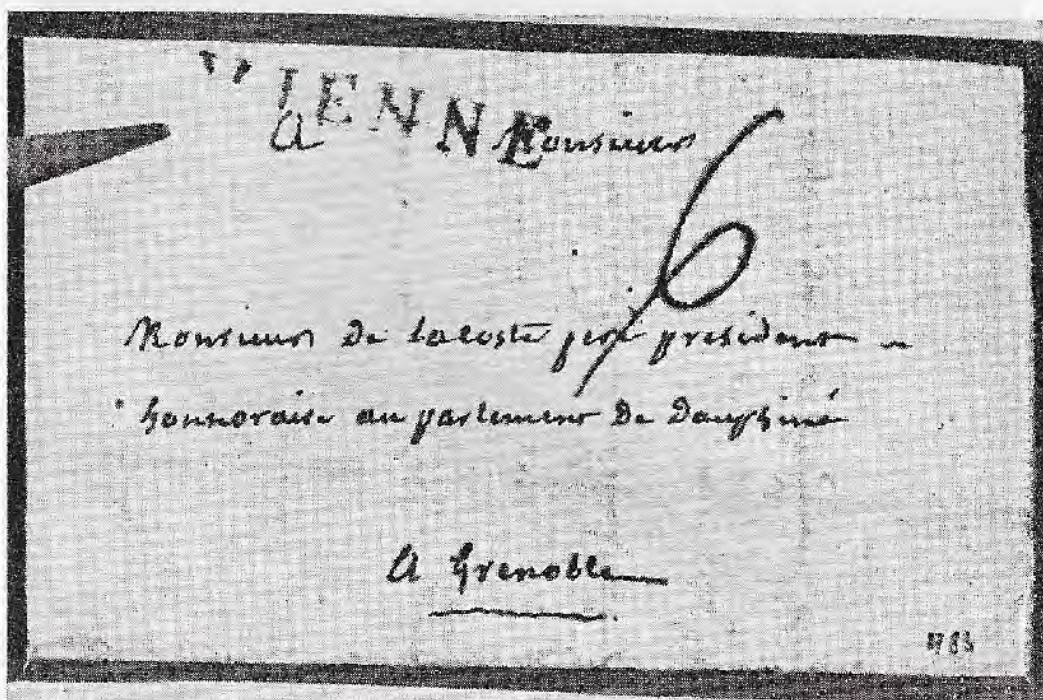
Nous venons de voir le système « port dû », mais pendant cette même période, le système « port payé » avait évolué en même temps. D'abord manuscrit ; on connaît pour Vienne trois sortes d'écriture, donc trois facteurs différents, de 1754 à 1792. On ne connaît de tampon encre qu'à partir de la numérotation du département. Ce premier tampon « P 37 P Vienne » (P P voulant dire port payé) de 27 mm fut suivi d'un second de 29 mm (*cliché 7*). S'il y a nettement moins de tampons en port payé qu'en port dû, rappelons que c'est parce qu'une très forte majorité de lettres étaient envoyées pour être payées par le destinataire, car il eût été impoli d'agir autrement. Il faut en effet une circonstance particulière pour que le port soit payé par l'expéditeur : ce sont des lettres écrites aux magistrats, curés, hommes de loi, qui auraient refusé toute lettre dont le port n'aurait pas été acquitté.

Cl. 3. — Tampon encre « DE VIENNE » de 38 mm.



Cl. 4. — Tampon de 42 mm.

Cl. 5. — Tampon « VIENNE ». Le « DE » est supprimé.



Cl. 6. — Indication du numéro du département « 37 VIENNE ».

IV. — Les déboursés

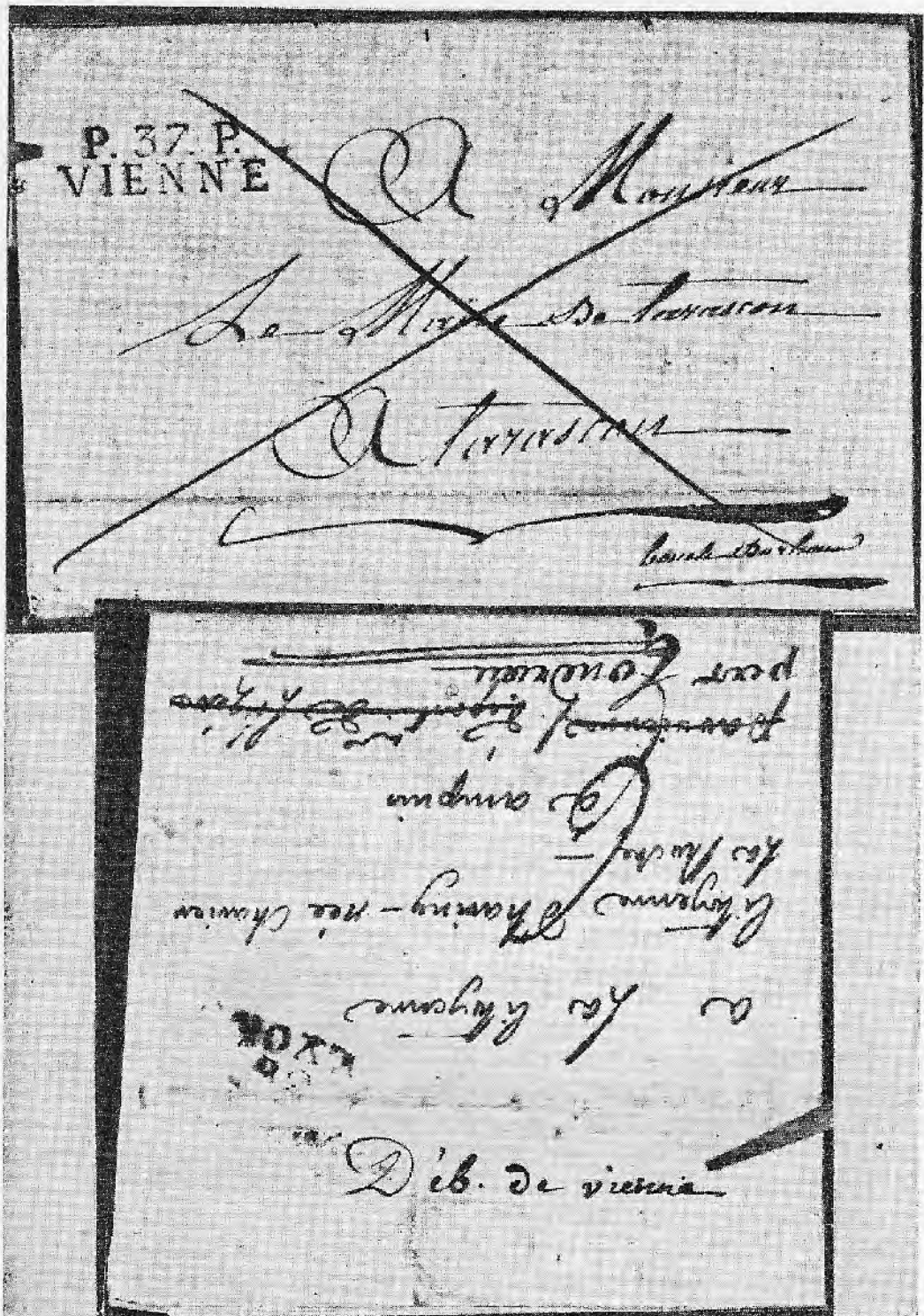
Il existe également une autre sorte de marque postale dont il faut parler : les « déboursés ». Nous avons vu en effet que le régime général de l'expédition des lettres était le port payable à destination. De ce fait, les facteurs avaient à tenir un cahier avec le décompte des taxes qu'ils devaient percevoir chez chaque destinataire. Cet état était établi avant la distribution du courrier. Dès son retour de tournée, le facteur devait donc remettre au directeur la somme des encaissements comptabilisés. Si pour une raison quelconque, refus de la lettre, changement d'adresse, inconnu, décédé, le facteur rendait la lettre à son bureau, il devait passer une écriture comptable nommée « déboursé » qui indiquait qu'il n'avait reçu aucune somme pour la lettre en question. Puis il renvoyait la lettre au bureau de départ. Cette opération comptable devait obligatoirement être inscrite au dos de la lettre. Pour Vienne, c'est en 1759 que l'on connaît le premier déboursé manuscrit « deb de Vienne » (*cliché 8*) inscrit de la main même du facteur, puis apparurent deux tampons « deb 37 Vienne » de 26 puis 28 mm.

V. — Les cachets ronds

Mais tous ces cachets de port dû, port payé et déboursé ne permettaient de savoir ni le jour, ni le mois, ni même l'année de l'envoi de la lettre. En 1825 certains bureaux de distribution reçurent un nouveau type de cachet. Complètement différent il était rond, donc plus facile à frapper, avec un cercle au milieu duquel figuraient le jour, le mois et l'année, mais pas le nom du bureau de poste. Pour connaître l'origine du départ de la lettre, on utilise donc, en plus, les cachets rectangulaires. Chaque lettre aura deux cachets. A Vienne, en 1828, apparaît ce premier cachet à date : il est rond, ne compte qu'un seul cercle avec la date, et il est accouplé au cachet linéaire « 37 Vienne » qui, lui, marque l'origine (*cliché 9*).

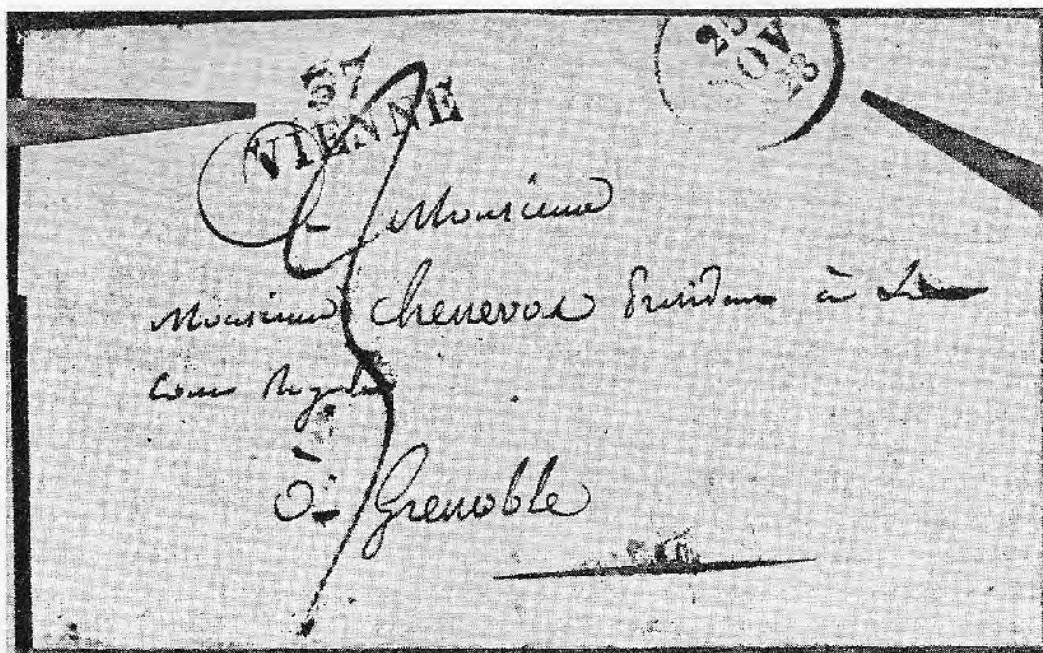
Une solution heureuse intervint alors par l'invention du cachet à date portant en plus l'indication du bureau de départ inscrite entre deux cercles, le centre du cercle intérieur étant réservé à la date. Ainsi, pour la première fois, figure sur un même tampon le nom du bureau, le jour, le mois et l'année. Un seul cachet suffit donc sur la lettre. Deux types de tampons existent appelés « gros cachets » : l'un a deux cercles avec, entre les deux cercles un « fleuron » (*cliché 10*) et un autre du même type de 29 mm, mais sans fleuron. Un nouveau cachet remplacera en 1836 les précédents « gros cachets ». C'est un « moyen cachet » de dimensions plus réduites, 25 mm, qui sera, lui aussi, remplacé par un « petit cachet » de 20 mm. C'est l'ancêtre de nos cachets ronds actuels.

Cl. 7. — Port payé « P 37 P VIENNE ».



Cl. 8. — Déboursé. Manuscrit « Deb de Vienne » inscrit au dos.

Cl. 9. — Cachet rond à date plus cachet d'origine.



Cl. 10. — « Gros cachet » à deux cercles avec fleuron.

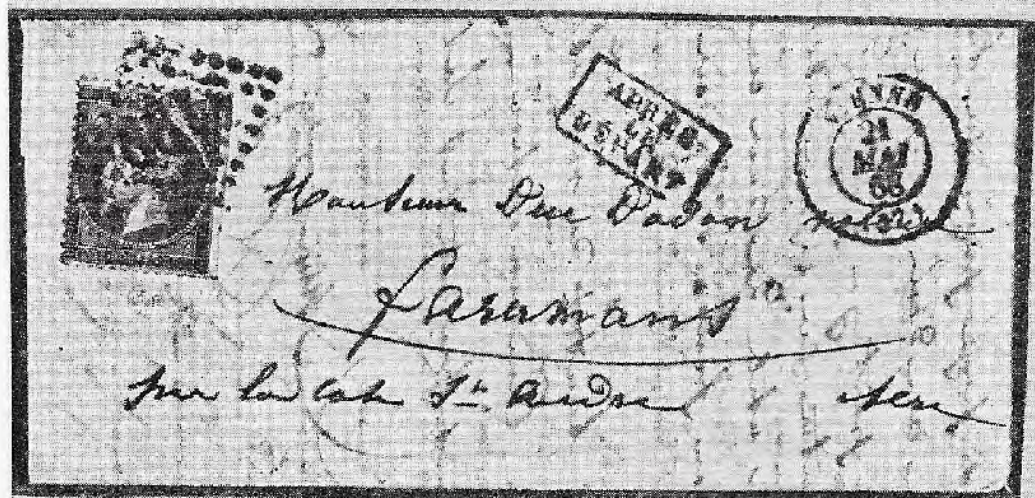
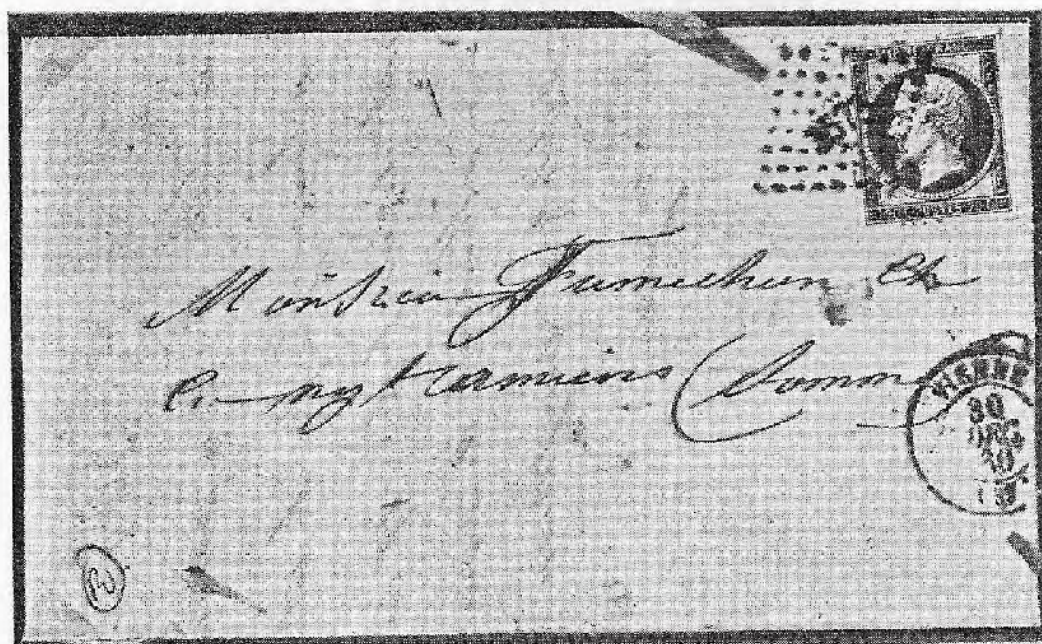
VI. — Le timbre-poste et ses premiers cachets oblitérants

Enfin vint le timbre-poste. A partir du 1^{er} janvier 1849, le timbre-poste est mis en service dans tous les bureaux. Le port de toutes les lettres est donc payé au départ par l'expéditeur. Cela évite au facteur d'inscrire à la main le chiffre correspondant à la taxe de la lettre, et surtout lui supprime son cahier de décompte ainsi que les encaissements du port à domicile. Pressée par la loi du 24 août 1848, l'administration pensa à la fabrication des timbres et ce ne fut qu'au dernier moment qu'elle envisagea comment annuler le timbre en l'oblitérant (par une grille en losange ou une grille sans fin en 1849-1850). Pour cette oblitération, un nouveau cachet dit « petits chiffres » est utilisé à partir de 1852 dans les bureaux de province. Il y a donc sur les lettres deux oblitérations, l'une à cachet à date, rond, avec le nom du bureau d'origine, et une autre, un losange fait de points avec, en son centre, le numéro du bureau qui oblitère le timbre. Ces numéros sont attribués par ordre alphabétique des bureaux, et Vienne a le numéro 3573 dans la première nomenclature. Du 1^{er} janvier 1852 au 31 décembre 1862, les bureaux utilisent des cachets où les chiffres sont en petits caractères : ce sont les « petits chiffres » (*cliché 11*).

Le nombre de bureaux s'étant accru, en 1863 une nouvelle nomenclature classant toujours les bureaux par ordre alphabétique remplace la précédente. Toujours au centre d'un losange de points, la dimension des chiffres augmente : ce sont les « gros chiffres » (*cliché 12*). Vienne a le numéro 4199. Pour les jours où l'abondance du courrier nécessitait un renfort, donc deux tampons, l'administration avait envoyé dans les bureaux de poste un cachet supplémentaire : il s'agissait d'anciens cachets « petits chiffres », mais dont le numéro correspondait à la dernière nomenclature, c'est-à-dire pour Vienne 4199. C'est le tampon « petits chiffres des gros chiffres ».

En 1868, apparition de deux cachets avec cette fois, en plus, l'indication de la levée : un tampon avec un seul cercle, puis un avec deux cercles, le département étant indiqué par un chiffre (37 pour Vienne) (*cliché 13*). En 1876, les cachets « gros chiffres » furent mis au rebut ; ils devenaient inutiles, puisque le bureau de départ était inscrit sur le tampon rond. Le même cachet rond à date devenait oblitérant. On le frappait deux fois sur la lettre : l'un servant de cachet de départ avec le numéro du département, le nom de bureau, l'année, le mois, le jour et la levée, et l'autre servant à oblitérer le timbre. Ce sont les tampons à un ou deux cercles, qui servirent à cette double oblitération. En 1884, apparition d'un nouveau cachet, plus grand que le précédent, et avec le cercle intérieur en pointillé et le nom du département en lettres (*cliché 14*). Enfin en juillet 1904,

Cl. 11. — Losange de points avec petits chiffres 3573, plus tampon rond.



Cl. 12. — Losange de points avec gros chiffres 4199, plus tampon rond.

apparition d'un cachet simple avec ou sans levée. Il sera utilisé dans tous les bureaux conjointement avec les cachets précédents. Plus tard, il sera remplacé lui aussi par des cachets... en plastique. Mais c'est une autre histoire.

Cl. 13. — Cachet avec département chiffré et indication de levée.
Cercle intérieur plein.



Cl. 14. — Cachet rond avec département en lettres. Cercle intérieur pointillé.

LES JUIFS A VIENNE *

Etablissement urbain et domaine rural

par
Roger DUFROID

Aux premiers siècles de l'ère chrétienne

Aucun texte ancien ne nous laisse supposer que des Juifs se soient établis à Vienne avant le début de l'ère chrétienne.

Le premier, et certainement le plus célèbre à s'y être installé, fut sans conteste Archelaüs, ethnarque de Judée, fils d'Hérode le Grand, exilé à Vienne en l'an 6, par Auguste, pour le punir de la cruauté et de la tyrannie qu'il exerçait sur ses sujets.

Le prince disgrâcié n'y vint sans doute pas seul : il était, vu son rang, certainement accompagné d'une petite cour, qui fut le noyau de la première colonie juive. Et celle-ci, plus tard, fut naturellement un centre d'attraction pour les premiers missionnaires chrétiens (1).

D'après Guy Allard, « les Juifs furent reçus dans le royaume de Bourgogne et particulièrement à Vienne qui était la capitale, sous le règne de Clovis II (2) ... avec la permission d'acquérir des immeubles » (3).

Nicolas Chorier les représente installés à Vienne pendant

* Le premier article, « 1000 ans sous la domination temporelle des Archevêques de Vienne », a été publié dans le bulletin n° 80, fasc. 2, 1985, p. 5 à 11.

Le présent chapitre est extrait en partie du cartulaire de Saint-André-le-Bas, et d'une étude de P. CAVARD sur *La colonie juive de Vienne*.

(1) La Bonne Nouvelle du Royaume de Dieu ne devrait-elle pas être annoncée aux Juifs premièrement ? Actes, 13, 46.

L'ancienneté de l'Eglise de Vienne semblerait confirmer cette hypothèse.

(2) Clovis II, roi de Bourgogne et de Neustrie de 638 à 656.

(3) Guy ALLARD, *Dictionnaire du Dauphiné*, tome I (1864), voir « Juifs », colonne 702.

— Le 17 août 842, Engelboton et sa femme, Anne, en échange d'un champ proche de l'église de Saint-Romain-d'Evêque, reçoivent d'un comte Erchembold un autre champ situé dans le pagus de Vienne, dans la villa « Brociano subteriore » (7), il a pour limites d'un côté la voie publique, de l'autre un molard et des vignes aux deux conjoints et sur les deux côtés la terre des Hébreux (8).

— Quelques années plus tard, en avril 849, l'archevêque Agilmar, procède aussi à un échange avec Médiolanus, prévôt du chapitre de Saint-Maurice. Le prévôt remet à l'archevêque deux manses, dont l'un se trouve à l'intérieur des murs de Vienne, au lieudit Mars ; il a pour confins au sud la voie publique, au nord les terres de Saint-Maurice et de Saint-Nicet, à l'est la muraille antique et la terre sacerdotale, à l'ouest la terre des Hébreux et celle d'Eldebod (10).

Au X^e siècle

Au x^e siècle la propriété s'individualise et les noms personnels apparaissent dans les contrats.

— Le 18 janvier 915, l'empereur Louis l'Aveugle, à la prière de son épouse Adélaïde, concède à titre héréditaire et pour en disposer de plein droit à l'un de ses fidèles nommé Girard, une vigne au pagus de Vienne, dans l'ager et la villa de Trecin (11), bornée de trois côtés par la terre de Saint-Maurice et du quatrième par la voie publique ; elle était précédemment au Juif Nathan (12).

— Vers 924, le même empereur, à la recommandation de son fils le comte Charles-Constantin, confirme à son féal Bonus et à Gertrude, sa femme, la propriété d'un courtil qu'il a acheté, en Trecin, du Juif Levi (13), avec des champs et des bois et une vigne sur le territoire de Marciano.

(7) Le Bas-Bressin, hameau sur la commune de Reventin.

(8) « *Per ambes frontes terram Ebreorum* », cartulaire de Saint-André-le-Bas, appendice p. 212, charte n° 2.

(9) « *In superiore fronte terra sacerdotis et mucheria antiqua, in subteriore terra Hebreorum et terra Eldebodo* », *id.*, appendice p. 214, charte n° 4.

(10) « *In loco ubi dicitur Martis* », c'est-à-dire à l'ouest de la ville, sur le versant du coteau de Sainte-Blandine.

(11) L'ager Trecianensis et la villa Treciano qui en est le chef-lieu sont situés au Nord de Vienne, dans le faubourg de Tressin comme on disait autrefois, d'Estressin comme on dit aujourd'hui.

(12) « *Qui fuit Natan hebreo* », cartulaire de Saint-André-le-Bas, appendice charte n° 16, p. 226. *Recueil des actes des rois de Provence*, charte n° LIV, ligne 18, p. 100, par René POUPARDIN, Paris, 1920.

(13) « *Quandam curtilum in Treciano quem de Levi Hebreo comparavit* », charte de Cluny, I, 238, n° 247. *Recueil des actes des rois de Provence*, par R. POUPARDIN, charte n° LXX, p. 124, ligne 13.

— Il est encore parlé du Juif Nathan ou d'un homonyme, dans les stipulations matrimoniales de Rihelt et d'Aïnon. En mai 935, Rihelt donne à son mari Aïnon, dans la villa Bracost (14) au pagus de Vienne, entre autres choses, une vigne qui était engagée en garantie d'un prêt (15). Et dans une seconde donation, en juillet 937, elle mentionne une vigne acquise de Nathan l'hébreu (16).

Pendant tout le x^e siècle, on voit les Juifs eux-mêmes entrés en scène. On assiste, en feuilletant le cartulaire de Saint-André-le-Bas, à leurs opérations commerciales : ils vendent, ils échangent, soit avec leurs congénères soit avec les autochtones, et ils prêtent sur gages (17).

— Un jeudi de janvier l'an 925, la vingt-quatrième année de règne de l'empereur, un ménage de Juifs, Abbon et Madrona achètent une vigne dans la villa Ambalent (18), au pagus de Vienne. Ils arrondissent ainsi leur domaine, car sur deux côtés la vigne conforte la terre de l'acheteur (19).

— En 947, Ponce et sa femme Ermentru engagent (20) à deux Juifs, Durabile et sa femme Colombe, la vigne qu'ils possèdent dans la villa Castolatis (21) et qui jouxte la terre du prêteur : « Tout ce qui est compris entre ces limites nous vous le remettons en gage pour trois sous et jusqu'à trois ans, et chaque année vous devez nous donner en redevance un muid de vin doux. Si au bout de trois ans nous ne pouvons pas vous rendre votre argent, que de justes appréciations viennent estimer la vigne et qu'ils nous fixent le juste prix. Après quoi cette charte tiendra lieu de vente » (22). Ce type de contrat, en effet, prévoit d'ordinaire à l'échéance la vente pure et simple à défaut de paiement ; mais la redevance de vin doux est naturellement à la charge de celui qui cultive la vigne et en perçoit les fruits. Dans le présent cas ce sont les prêteurs juifs qui font travailler la vigne à leur compte ; mais c'est habituellement le contraire. Parce qu'ils ne se sont pas dessaisis matériellement de leur bien les emprunteurs doivent verser à leurs créanciers, la vendange faite, une quantité déterminée de vin doux à titre d'intérêt.

(14) Saint-Mamert des Côtes-d'Arcy.

(15) « *Vineam que fuit Natan in caucione* ».

(16) « *Vineam quam de Natan ebreo conqui si vinnus* », charte de Cluny, I, 425, n° 437 et I, 461, n° 476.

(17) Les Juifs pratiquaient le prêt sur hypothèque ou plus exactement l'opération qualifiée de « *impignoratio* » dont le cartulaire de Saint-André-le-Bas renferme de nombreux exemples.

(18) Vill. communes de Chonas et Saint-Prim ; U. CHEVALIER, *Dict. topogr. de l'Isère*, p. 7.

(19) U. CHEVALIER, *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, charte n° 129, p. 92 et 93.

(20) « *Impignoratio* », cf. note 17.

(21) Chassclay sur Saint-Alban-de-Varèse.

(22) U. CHEVALIER, *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, charte n° 99, p. 74.

— En 950, les Juifs Aaron et Boneta vendent aux époux Durant et Raingart, au prix de 8 sous, la moitié de leur vigne du haut-Vernioz. Elle conforte par en bas la terre du susdit Durant, par en haut celle d'un certain André et sur les deux côtés la terre des Hébreux (23).

— La vingt-deuxième année du règne de Conrad (958-9), David et sa femme Madrona, juifs, vendent à Bernart et Raingart, sa femme, pour 7 sous, une vigne et un champ contigus sis dans la villa de Vernioz jouxte la terre d'Isaac l'hébreu (24).

— La trentième année du règne de Conrad, roi de Vienne, Erménard engage (25) à Astérius et à Justa, sa femme, deux camerae de vigne à Vitrosco (26) pour 2 sous pendant un an, y compris les arbres et tout ce qui dépasse le sol. Pour ces 2 sous la vigne doit un demi-mui de vin doux. « Si l'année échue, je suis incapable de restituer l'argent, vous tiendrez et posséderez la vigne jusqu'à ce que je puisse m'acquitter entièrement » (27).

— Le 25 avril 973, Roger et sa femme Ragintru engagent (28) à leurs chers frères dans le Christ les Juifs David et Savora, Consoladus et Bellons, mariés, une vigne et un champ joints ensemble dans le pagus de Vienne, l'ager d'Estrablin et la villa de Moidieu. Le remboursement du prêt doit se faire au terme de deux ans ; mais s'il n'est pas effectué à cette date, la vigne et le champ resteront en gage (29).

Voici enfin sous l'abbé Aymoin, dont l'abbatiate remonte à l'an 975, une charte plus importante par sa teneur et aussi plus célèbre (30). Chorier la cite *in extenso* parce que, dit-il, elle « contient les circonstances touchant l'établissement des Juifs dans Vienne » alors ville capitale du royaume de Bourgogne :

« Ils n'eurent pas moins de liberté dans le commerce de la société civile que les chrétiens et la différence qui parut alors entre eux dans le gouvernement politique fut seulement celle de la religion. Il ne leur fut pas seulement permis d'acquérir des choses mobiles mais aussi des immeubles, de les vendre, de les échanger et enfin de les laisser à leurs héritiers ou d'en disposer librement en faveur de qui bon leur semblait pendant leur vie.

(23) « *De ambis latus terra Ebreorum* » ; U. CHEVALIER, *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, charte n° 100, p. 74 et 75.

(24) « *In subteriori fronte terra Ysahac ebreo* » ; U. CHEVALIER, *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, charte n° 105, p. 77.

(25) « *Impignoratio* », cf. note 17.

(26) Vitrosco : Vitricu sur la commune de Vernioz, arr. de Vienne ; U. CHEVALIER, *Dict. topogr. de l'Isère*, p. 372.

(27) U. CHEVALIER, *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, charte n° 64, p. 52 et 53.

(28) « *Impignoratio* », cf. note 17.

(29) U. CHEVALIER, *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, charte n° 5, p. 6 et 7.

Ils jouissaient déjà de ces privilèges sous le règne de Louis, fils de Bozon, et ils furent inviolablement conservés par tous ses successeurs. C'est ce que m'apprennent des ventes, des achats et des échanges faits par divers Juifs sous le règne de ces princes ; et c'est ce qui refute l'opinion de ceux qui écrivent que depuis la ruine de cette nation causée par celle de Jérusalem, les Juifs ont été tellement dispersés et vagabonds sur la terre qu'ils n'ont jamais possédé de patrie en propriété du moins dans les royaumes chrétiens » (31).

La charte en question est traduite ici sur le texte du cartulaire de Saint-André-le-Bas :

Moi Asterius, hébreu, vivant selon l'antique coutume de mes pères, j'ai de concert avec mon épouse nommée Justa demandé à dom Aymoin, abbé du monastère de Saint-André, et au troupeau qui lui est confié, qu'il nous soit loisible d'échanger mutuellement certaines choses qui nous appartiennent en droit, et cela pour notre commune utilité, la leur aussi bien que la mienne et celle de mes héritiers futurs. C'est pourquoi, moi Astérius et ma dite épouse Justa, nous donnons à titre d'échange une terre que nous possédons dans la villa de Vitrieu ; elle est bornée au matin par la terre de Didier, au midi par la voie publique, d'un autre côté par la terre royale (32), d'un autre côté encore par la terre de Tenselin. Cette terre de notre héritage a une valeur égale à celle que nous recevons d'eux. Celle-ci touche au monastère de Saint-André, dans les murs de la ville de Vienne ; elle est située dans le bourg public des Hébreux (33) et ses confins sont : du matin, la terre des fils de Levi ; du midi la voie qui mène chez les hébreux (34), de la bise la terre de Winisus, du soir la voie publique. A l'intérieur de ces limites sont comprises deux petites maisons,... ont signé Juda, Lupus, Gracellus Salomon et Justus, hébreux.

A noter que pour rémunération de ce manse et de cette convention (35), Astérius l'hébreu, ses fils et leurs héritiers feront les affaires des moines (36) ; ils se chargeront de leurs services et les aideront dans leur ravitaillement (37). Du reste, s'ils se montrent par trop négligents, les choses susdites reviendront à Dieu et à Saint-André. L'acte s'achève par la mention du

(30) Charte n° 91, p. 68 et 69.

(31) CHORIER, *Histoire générale du Dauphiné*, vol. I (1878), p. 409 et 410.

(32) Il s'agit d'une terre appartenant au roi Conrad qui résidait volontiers à Vienne.

(33) C'est la seule fois qu'un document fait mention du bourg des Hébreux.

(34) « *Via veniens ad hebreos* ».

(35) « *Pro hoc autem mansio vel convenientia*. »

(36) « *Faciat ... negotia monachorum* ». C'était une vocation des Juifs depuis plusieurs siècles. Doués pour le négoce, ils faisaient les achats des grands personnages et des communautés religieuses et sans doute leur confiait-on aussi le soin de vendre les produits excédentaires.

(37) « *Et sint previsti de servitio eorum et adjuvent eos de suis supplementis* ». Le mot « *supplementum* » désignait dans le latin médiéval les produits nécessaires à l'existence, cette incise s'applique au ravitaillement de l'abbaye ; nourrir un grand nombre d'hommes résidant dans une cité était un problème difficile à résoudre.

nom du notaire Sagon, moine et prêtre, et par la date qui est incomplète : un lundi du mois d'août sous le règne de Conrad (38), qualifié bizarrement « roi en Gaule ».

Le bourg des Juifs

Ce sont des renseignements précis sur les Juifs de Vienne au x^e siècle que nous apportent les lignes précédentes. Cet échange passé avec les religieux de Saint-André, nous montre un Juif viennois nommé Astérius abandonnant sa terre de Vitrieu pour venir se loger dans le bourg des Juifs.

Il est facile de situer ce bourg puisque le rédacteur de l'acte précise qu'il est attenant au monastère et renfermé dans l'enceinte de la ville. Un chemin y menait et la qualification de « bourg public » qui lui est donné prouve qu'il s'agit d'un véritable ghetto, c'est-à-dire d'un emplacement affecté spécialement à l'habitat juif.

L'historien Claude Charvet, au xviii^e siècle, donnait au ghetto une assez vaste superficie : « Le quartier de la ville qui s'étend depuis la place Neuve jusqu'à la Gère s'appelait le Bourg des Hébreux » (39). Dans la topographie moderne la place Neuve est la place de l'Hôtel-de-Ville et le quartier juif du Moyen Age serait compris entre les rues de la Chaîne et Pérouillière au sud, la rue Marchande à l'est, la rue des Clercs à l'ouest et le cours de la Gère au nord. En effet l'église paroissiale de Saint-André-le-Bas, qui portait le nom significatif de Saint-Pierre-entre-les-Juifs, était incluse dans ce périmètre et occupait en bordure de la rue de la Table-Ronde, ce qui est aujourd'hui la place A.-Briand.

En dehors de ce quartier essentiellement juif, il y a d'autres territoires qui ont appartenu à la communauté israélite et qui en ont longtemps gardé le souvenir : le premier est le mont des Juifs (40) qu'un diplôme du roi Conrad (41), du 16 août 961, situe avec précision : le roi y concède à son féal clerc Gérold un champ au lieudit de Saint-Gervais à Vienne. « Ce lieu était situé au bas du Mont Crappum, aujourd'hui Saint-Just, et au bas du mont des Juifs, aujourd'hui Coupe-Jarret, borné au couchant par la terre de Saint-Jean, aujourd'hui les casernes et

(38) Conrad le Pacifique, roi de Bourgogne de 937 à 993.

(39) Cl. CHARVET, *Fastes de la ville de Vienne*, p. 104.

(40) Dans le prochain article nous verrons que cette dénomination n'indiquerait pas un territoire cultivable, mais le cimetière de la colonie juive.

(41) Conrad le Pacifique, roi de Bourgogne de 937 à 993 ; R. POUPARDIN, *Le royaume de Bourgogne*, Paris, 1907, 163^e fasc., p. 66 et suiv.

partie du faubourg de Fuissin et au nord par le chemin qui descend de Saint-Marcel » (42).

Au voisinage immédiat de Vienne les Juifs avaient aussi des propriétés, à Jardin par exemple. Ainsi le 9 septembre 1014, Rodolphe III donne à Saint-Maurice pour l'entretien des frères qui sont voués au service de Dieu certaine vigne sise à Jardin, que de notoriété publique, tenait Gosbert après l'avoir rachetée aux Juifs pour cinquante sous (43).

Ailleurs encore, et à une plus notable distance de la ville, on trouvait des terres juives. Mais leur recensement ne peut être que partiel ; car elles n'ont pas été inscrites dans les chartes pour elles-mêmes et en cette qualité on les a signalées incidemment quand l'occasion s'en présentait, ou bien si elles ont pris place dans le cartulaire de Saint-André-le-Bas c'est qu'elles ont été incorporées dans la suite du domaine abbatial. Sous cette réserve on a pu constater déjà que la forte concentration se situait aux alentours de Vernioz : à Chasselay (44), à Vitrieu (45), à Vernioz (46).

Est-ce à dire que les possesseurs juifs des terres citées dans ce cartulaire étaient des cultivateurs fixés au sol, plutôt que des habitants de la ville voisine où ils ont des comptoirs ? Nous répondrons à cette question et à plusieurs autres dans le prochain article qui traitera des conditions sociales des Juifs viennois (47).

(42) « *In loco nuncupato S. Gervasii, quod desinit ex una parte monte Crappo, de alia parte monte Judaico, de alia terra sancti Joannis, de alia via publica que descendit sancto Marcello* » ; Cl. CHARVET, *Histoire de la Sainte Eglise de Vienne*, p. 263.

(43) « *Vineam quandam in loco Garzino nomine sitam, quam Gosbertus de manu Judeorum quinquaginta solidis redemptam tenere videbatur* » ; U. CHEVALIER, *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, charte n° 42, p. 252.

(44) Villa Castolatis, cf. note.

(45) Villa Vitrosco, cf. note.

(46) Villa Vernius ; Vernioz, canton de Roussillon, arr. de Vienne.

(47) Le troisième et dernier article sera suivi d'une bibliographie complète des sources ayant servi à la rédaction de cette étude.

LA VENTE DES BIENS DU CLERGÉ VIENNOIS

par

MICHEL GUIRONNET

Dans un précédent article, nous évoquions la richesse foncière de l'Eglise viennoise au XVIII^e siècle (1). En conclusion, parlant de la situation de privilège de l'abbaye de St-Pierre-de-Vienne, nous disions : « Cet état de fait restera en usage jusqu'à la Révolution française et la vente des biens du clergé ». Aujourd'hui, nous allons aborder cette vente des propriétés ecclésiastiques.

Mais avant cela, un bref rappel : les Constituants, pour faire face à la crise financière, décident de mettre les biens du clergé « à la disposition de la Nation ». L'évêque d'Autun, Talleyrand, précise le 10 octobre 1789, que ces biens avaient été donnés non au clergé, « mais à l'Eglise, c'est-à-dire à l'ensemble des fidèles, autrement dit à la Nation. Les biens avaient été affectés par des donateurs à des fondations charitables ou d'utilité générale. En reprenant les biens, l'assemblée des fidèles, la Nation, prendrait à sa charge l'acquittement des fondations, l'instruction, l'assistance, les frais de culte » (2). Malgré des protestations dans les rangs du clergé, on mit en vente, dans un premier temps, pour 400 millions de « biens nationaux », somme perçue par la Caisse de l'Extraordinaire, servant à gager ou « assigner » le papier monnaie émis dès le 19 décembre 1789.

La vente des biens nationaux (réglée en vertu des décrets du 13 mai et du 16 juillet 1790) est l'objet d'une procédure élaborée. Tout d'abord, une estimation est faite par des experts, en moyenne les biens ruraux sont estimés à 22 fois le revenu

(1) Voir *Bulletin des Amis de Vienne* n° 78, fasc. 2, 2^e trim. 1983 : « Une illustration des biens fonciers de l'Eglise de Vienne au XVIII^e siècle : Saint Clair prez Coindrieu », p. 21 à 26.

(2) Albert MATHIEZ, *La Révolution française*, tome I, chap. VIII : La question financière.

net de la terre. Les rapports des experts terminés, la vente, confiée au soin des administrations locales, est annoncée par affiches un mois auparavant, elle se déroule au chef-lieu de district (dans notre cas, à Vienne), vente faite aux enchères jusqu'à « l'extinction des feux ».

Dès l'annonce de la vente, les municipalités et les particuliers intéressés déposent leurs « soumissions » en vue d'acquérir des biens nationaux.

Pour cette procédure, prenons un exemple : nous nous bornerons ici à parler des biens de la « Chapelle Notre-Dame-de-Saint-Maurice » situés à Saint-Clair-du-Rhône, terres déjà répertoriées dans notre précédent article.

La première vente dans le district de Vienne a lieu le 12 janvier 1791 à l'archevêché de Vienne. Et mardi 26 avril 1791 « à sept heures du matin », les terres de la « ci-devant chapelle Notre-Dame » sont mis en vente (3) :

« Art. VI n° 559 : terre située à Saint-Clair, au terroir de Varanchon, canton d'Auberive, dépendante ci-devant de la chapelle de Notre-Dame, contenant cinq bicherées, deux couperées, tenue en ferme par Pierre Bracoud et Garat, joignant du matin le chemin de Saint-Alban-du-Rhône aux Roches, du nord terre des héritiers de Joseph Brossard, du midi terre de Jean Olagnon, évaluée neuf cent cinquante trois livres, trois sous ».

« Art. VII n° 560 : terre... au terroir de Burieu... contenant neuf bicherées, trois couperées... évaluée huit cent trente quatre livres, un sou, six deniers ».

« Art. VIII n° 561 : terre et vigne... au terroir de Charrien... contenant sept bicherées, deux couperées... évaluée six cent soixante quatre livres, deux sous, neuf deniers ».

« Art. IX n° 562 : terre... au mas des Grands Boynes... contenant six bicherées, trois couperées... évaluée neuf cent soixante seize livres, cinq sous ».

« Art. X n° 563 : terre... au terroir du Pra... contenant quatre bicherées, une couperée... évaluée sept cent quarante livres, six sous ».

« Art. XI n° 564 : terre... au mas de Bedole... contenant trois bicherées, une couperée... évaluée deux cent cinquante livres, cinq sous » (4).

(3) « Affiches de ventes des biens nationaux - District de Vienne », 1 Q 133, Archives de l'Isère.

(4) Détail de la vente du 26 avril 1791 cité d'après 1 Q 133. En comparant les terroirs et étendues des terres de la chapelle Notre-Dame, on peut déduire que le n° 569 = l'article 302 du parcellaire de 1690, le n° 560 = l'article n° 396, le n° 561 = l'article n° 410, le n° 562 = l'article n° 414 et le n° 564 = l'article n° 662 du parcellaire. Seul l'article n° 563 (vente du 10 avril 1791) ne se retrouve pas en 1690. Il doit s'agir d'une acquisition de la chapelle N.-D. entre 1690 et 1790.

A noter que toutes ces terres sont tenues en ferme par Pierre Bracoud et Garat, sauf le n° 563 tenue par Pierre Cadier.

Ces biens soumis aux enchères ont fait l'objet, deux mois auparavant, d'une « soumission » : « (n° 217) — Je soussigné après avoir pris connaissance du procès-verbal d'estimation des fonds situés à Saint-Clair, canton d'Auberive, dépendants ci-devant de la chapelle Notre-Dame, être dans l'intention d'acquérir ceux dont la désignation suit : (détail des articles avec leur situation et contenance, ainsi que l'estimation)...

Pour parvenir à l'acquisition des six articles des fonds ci-dessus et des autres parts désignés et estimés séparément, je me soumetts à les payer le prix porté de chaque article de fonds et me conformer en tout au décret de l'Assemblée nationale, en conséquence requiert Mr le Procureur syndic du district de les mettre incessamment aux enchères et successivement en vente. Vienne, ce douze février 1791.

Jean Marthoud, cadet » (5).

Grâce à un « Etat des ventes et adjudications » (6) dressé chaque année dans le district de Vienne, nous apprenons le nom des acquéreurs pour ces lots et le prix acquitté.

Ces biens sont payables à crédit : 12 % du prix sur champs, vignes et terres à payer dans la quinzaine qui suit l'adjudication, et le solde en douze annuités égales avec un intérêt de 5 %. Il faut aussi relever que les conditions de vente des biens nationaux (domaines vendus entiers et non morcelés en petits lots) avantagent les paysans aisés ou les bourgeois désireux de trouver un placement à leur argent. Mais ces conditions desservent les petits agriculteurs ayant un besoin impérieux de terres agricoles. Bien souvent, ils doivent en passer par les acquéreurs de biens nationaux leur revendant en parcelles, et avec bénéfice, le domaine acquis récemment. Mais parfois aussi, ils se groupent pour acheter des lots mis aux enchères.

Pour les biens de la chapelle Notre-Dame, à Saint-Clair :

— l'article n° 559 est adjugé à « Antoine Four, de Lyon » pour 3 000 livres (estimé à 953 lt 3 sous) ;

— le n° 560 à « Antoine Dufay, de Saint-Alban-du-Rhône » pour 3 600 livres (estimé à 834 lt 1 sou 6 den.) ;

— le n° 561 à « Jean Garat, des Roches » pour 1 400 livres (estimé à 664 lt 2 sous 9 den.) ;

(5) « Soumissions d'acquéreurs (1790-91) », 1 Q 103, Archives de l'Isère.

(6) « Bieus du clergé - Etat des ventes et adjudications... », 1 Q 325, Archives de l'Isère.

— le n° 562 à « Antoine Montez, de Saint-Clair » pour 2 250 livres (estimé à 976 lt 5 sous) ;

— le n° 563 à « Jacques Jury, des Côtes-d'Arey » pour 1 975 livres (estimé à 740 lt 6 sous) ;

— et enfin le n° 564 est adjugé à « Pierre Grubis, de Saint-Alban » pour 1 600 livres (estimé à 250 lt 5 sous).

On remarque que les acheteurs de biens à Saint-Clair sont tous, excepté Antoine Four, des environs du village (Saint-Alban, Les Côtes-d'Arey). Jean Garat des Roches doit être le fermier, avec Bracoud, de la terre de Charrien. Pierre Grubis a déjà beaucoup de terres au mas de Bedole, et cette terre achetée le 26 avril 1791 est limitrophe des autres, notamment au terroir du Pra. Enfin, Antoine Montez, le seul acquéreur de Saint-Clair, sera officier municipal de la commune « Saint-Clair et Les Roches » en 1793, et déjà en 1791, il est capitaine de la garde nationale de Saint-Clair, comme Grubis en est lieutenant : postes attribués aux « citoyens actifs » (c'est-à-dire payant une contribution directe égale à la valeur de trois journées de travail), les seuls en possession des droits politiques.

En résumé, ces terres de l'Eglise de Vienne passent dans les mains de personnes aisées (il n'est que de juger des prix atteints aux adjudications), cumulant la richesse avec l'exercice de fonctions municipales. L'espoir des manouvriers et journaliers de voir une redistribution des terres grâce à la vente des biens nationaux est déçu. Bien sûr, la plupart du temps les fermages sont respectés, mais les paysans qui ont aidé à la chute de l'Ancien Régime (par leur refus des droits seigneuriaux, par exemple) estiment avoir été floués par la bourgeoisie nouvellement installée à la direction du pays. Un exemple le confirme : Jean Perouse, de Paris, achète 3 maisons, 37 ares 35 centiares de terres pour 2 958 livres. « Il peut paraître étonnant qu'un Parisien s'intéresse aux biens du clergé dans le district de Vienne. Seulement, Jean est le frère de Jacques Perouse, commissaire délégué à la vente des biens nationaux pour la commune de Saint-Alban-du-Rhône. Ceci explique cela » (7).

(7) Cité p. 92 de *La vente des biens du clergé dans le district de Vienne*, travail d'études et de recherches par Jean-Marc REYNAUD (Sciences sociales de Grenoble, 1975), 2 J 232, Archives de l'Isère.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES « AMIS DE VIENNE »

Président : M. ROBERT DE VILLIERS

M. Charles Gaudet - Adjoint au Président

Comité de Patrons :

M. Gabriel LAGRANGE - Directeur du C.N.R.S. - Fondateur
Directeur du Centre de Recherches Archéologiques

M. Roger LAGRANGE - Directeur des Musées

M. Serge TARDY - Coordonnateur de Fouilles

BUREAU

Président : M. André HUGOT - Professeur au Lycée de Saint-
Romain-en-Gal

Vice-Présidents : M. Louis BLANC

M. Jean-François GRENCHER - Docteur de 3^e Cycle

M. François RENAUD - Professeur au Lycée de Saint-
Romain-en-Gal

M. Marcel PAILLIARD - Ingénieur - VIENNE

Secrétaire Général : M. Louis BLANC - SAINT-ROMAIN-EN-GAL

Traitement : Mme TURVENET - Directrice du Syndicat d'Initiative

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Paul BRANCHER - Professeur - VIENNE

M. Marc CHAMPEL - SAINT-ETIENNE

M. Charles COMTE - Industriels - SAINT-COLOMBE

M. Charles FAYON - Notaire - VIENNE

M. M. CHAMPEL Joseph GROS - SAINT-COLOMBE-LES-VIENNE

M. Jean LAGRANGE - Adjoint au Maire de VIENNE

M. Jean-Louis LAGRANGE - Licencié en Sciences - SAINT-COLOMBE-
LES-VIENNE

Mme Michel LAGRANGE - SAINT-ROMAIN-EN-GAL

Mme Jean-Louis LAGRANGE - VIENNE

M. Jean-Louis LAGRANGE - VIENNE

Mme Jean-Louis LAGRANGE - VIENNE

M. Jean-Louis LAGRANGE

M. Michel LAGRANGE - Cadre Administratif - VIENNE

M. Jean-Louis LAGRANGE - VIENNE

Directeur de la Publication : A. HULLO — C.P.P.A.P. n° 54282
Imp. Bosc Frères - Lyon — Dépôt légal n° 7974 - Octobre 1985

— le n° 562 à « Antoine Monier, de Saint-Clair » pour 2250 livres (estimé à 906 l. 5 sous) ;

— le n° 563 à « Jacques Jury, des Côtes-d'Arès » pour 1975 livres (estimé à 747 l. 6 sous) ;

— et enfin le n° 564 est adjugé à « Pierre Grubis, de Saint-Alban » pour 1600 livres (estimé à 231 l. 5 sous).

On remarque que les acheteurs de biens à Saint-Clair sont tous, excepté Antoine Monier des environs du village (Saint-Alban, Les Côtes-d'Arès), des étrangers. Ils ne les doit être le fermier, avec Bratoud, de la terre de Claveran. Pierre Grubis a déjà beaucoup de terres au mas de Blabon, et cette terre achetée le 26 avril 1791 est l'indication des usages postérieurs au serf du Pys. Enfin, Antoine Monier, le seul acquéreur de Saint-Clair sera officier municipal de la commune « Saint-Clair et Les Roches » en 1793, et déjà en 1791, il est capitaine de la garde nationale de Saint-Clair, comme Grubis en est lieutenant : postes attribués aux « citoyens actifs » (c'est-à-dire payant une contribution directe égale à la valeur de trois journées de travail), les seuls en possession des droits politiques.

En résumé, ces terres de l'Eglise de Vieure passent dans les mains de personnes aisées (il n'est que de luez des prix atteints aux adjudications), cumulant la richesse avec l'exercice de fonctions municipales. L'espoir des manouvriers et journaliers de voir une redistribution des terres grâce à la vente des biens nationaux est déçu. Bien sûr, la plupart du temps les fermages sont respectés, mais les paysans qui ont aidé à la chute de l'Ancien Régime (par leur refus des droits seigneuriaux, par exemple) estiment avoir été floués par la bourgeoisie nouvellement installée à la direction du pays. Un exemple le confirme : Jean Perouse de Paris achète 3 maisons, 37 arres 35 centiares de terres pour 2958 livres. « Il peut paraître étonnant qu'un Parisien s'intéresse aux biens du clergé dans le district de Vieure. Seulement, Jean est le frère de Jacques Perouse, commissaire délégué à la vente des biens nationaux pour la commune de Saint-Alban-du-Rhône. Ceci explique cela » (7).

(7) Cité dans le 2^e tome de *La Vieure, son développement et son rôle* de Vieure, travail d'André Vernet, tiré de la thèse de M. J. Vernet, Université de Grenoble, 1957, p. 138, Archives de Vieure.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES « AMIS DE VIENNE »

Président d'Honneur (à vie) :

M. Charles JATILLET - Ancien Président

Comité de Patronage :

M. Gabriel CHAPOTAT - Membre du C.N.R.S. - Fondateur,
Directeur du Centre de Recherches Archéologiques

M. Roger LAUXEROIS - Conservateur des Musées

M. Serge TOURENC - Conservateur de Fouilles

BUREAU

Président : M. André HULLO - Professeur au Lycée de SAINT-
ROMAIN-EN-GAL

Vice-Présidents : M. Louis BLANC

M. Jean-François GRENOUILLER - Docteur de 3^e Cycle

M. François RENAUD - Professeur au Lycée de SAINT-
ROMAIN-EN-GAL

M. Marcel PAILLARET - Ingénieur - VIENNE

Secrétaire Général : M. Louis BLANC - SAINT-ROMAIN-EN-GAL

Trésorière : Mme THÉVENET - Directrice du Syndicat d'Initiative

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Paul BLANCHON - Professeur - VIENNE

D^r Marc CHALON - SAINTE-COLOMBE.

M. Charles COGNAT - Industriel - SAINTE-COLOMBE †

M^r Charles FRECON - Notaire - VIENNE.

M. le Chanoine Joseph GROS - SAINTE-COLOMBE-LÈS-VIENNE.

M. Jean GUEFFIER - Adjoint au Maire de VIENNE.

M. Jean-François GUILLET - Licencié ès-Sciences - SAINTE-COLOMBE-
LÈS-VIENNE

Mme Michel GUILLOT - SAINT-ROMAIN-EN-GAL

Mme Jean-Claude HASSLER - VIENNE

M. Jean PERRIOLAT - Chimiste - VIENNE

Mme Maurice SEGUIN - VIENNE

M. SONDZ - VIENNE

M. Michel TRANCHAND - Cadre Administratif - VIENNE

M. Jean VAGANAY - Industriel - VIENNE

Mme WIDLOCHER - VIENNE

SAUVEGARDES ET INTERVENTIONS

- 1907 — Achat à un propriétaire grâce à une souscription lancée par la Société, de la mosaïque de Lycurgue ; financement de la restauration de la statue de l'Apollon Pythien.
- 1909 — Création par notre Société du Syndicat d'Initiative qui ne devient indépendant qu'en 1947.
- 1920 — Début des travaux de restauration de la façade ouest de la cathédrale Saint-Maurice. La Société lutte depuis 1908 pour obtenir la contribution des Monuments Historiques et organise une souscription publique.
- 1922 — La Société achète des immeubles pour faciliter le début des fouilles du théâtre antique.
- 1928 — Dégagement et achèvement de la façade de St-André-le-Bas pour l'achat puis la démolition de vieux immeubles, grâce à une nouvelle souscription et par les dons de sociétaires.
- 1938 — Résurrection du cloître de St-André-le-Bas grâce à divers dons de sociétaires, en particulier de Mme GUILLEMAUD qui cèdent les colonnes.
- 1958 — Contribution financière pour le rachat de la statue de la Tutela à un antiquaire.
- 1967 — Interventions multiples pour la sauvegarde des mosaïques de la place St-Pierre et du site de St-Romain-en-Gal.
- 1977 — Sauvegarde du mobilier du musée.